

## Message Text

UNCLASSIFIED

PAGE 01 JEC PA 01895 01 OF 03 221937Z

47

ACTION EA-10

INFO OCT-01 IO-10 ISO-00 EUR-12 DPW-01 AID-05 CIAE-00

DODE-00 PM-03 H-02 INR-07 L-02 NSAE-00 NSC-05 PA-02

RSC-01 PRS-01 SP-02 SS-15 USIA-15 NIC-01 OMB-01 LS-01

/097 W

----- 127537

R 221922Z JAN 75

FM USDEL JEC PARIS

TO SECSTATE WASH 0232

INFO AMEMBASSY BERN

AMEMBASSY SAIGON

USMISSION GENEVA

USMISSION USUN

UNCLAS SECTION 01 OF 03 JEC PARIS 01895

E.O. 11652: N/A

TAGS: PFOR, PARM, ICRC, VS, VN

SUBJECT: PRG ISSUE AT SECOND SESSION OF CONFERENCE ON  
LAW OF WAR

REF: USDEL JEC 01621

QUOTED BELOW IS THE ORIGINAL FRENCH TEXT OF THE LETTER  
FROM MME NGUYEN THI BINH THAT WAS MADE PUBLIC IN PARIS  
ON JANUARY 20 (SEE REFTEL). DATED DECEMBER 15, 1974,  
THE LETTER IS ADDRESSED TO MR. PIERRE GRABER IN HIS  
CAPACITY AS PRESIDENT OF THE DIPLOMATIC CONFERENCE ON  
INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW AND TO THE CONFERENCE  
BUREAU. MME BINH SIGNS AS "FOREIGN MINISTER OF THE  
REPUBLIC OF SOUTH VIETNAM".

BEGIN QUOTE

J'AI L'HONNEUR DE VOUS ADRESSER MES SALUTATIONS LES PLUS  
DISTINGUEES ET D'ATTIRER VOTRE ATTENTION SUR LA  
UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 02 JEC PA 01895 01 OF 03 221937Z

QUESTION DE LA PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT

REVOLUTIONNAIRE PROVISoire DE LA REPUBLIQUE DU SUD VIET  
NAM A LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE SUR LE DROIT INTER-  
NATIONAL HUMANITAIRE, QUI TIENDRA SA DEUXIEME SESSION LE  
3 FEVRIER A GENEVE:

1. CONFORMEMENT AU DROIT INTERNATIONAL ET A LA PRATIQUE  
DANS LE DOMAINE DES QUATRE CONVENTIONS DE GENEVE DE  
1949, TOUT GOUVERNEMENT OU AUTORITE PARTIE DE CES  
CONVENTIONS, DE PAR CE FAIT MEME, A PLEIN DROIT DE  
PARTICIPER AUX CONFERENCES DIPLOMATIQUES SUR LE DROIT  
HUMANITAIRE. LE GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE  
PROVISoire DE LA REPUBLIQUE DU SUD VIET NAM A ADHERE  
AUX QUATRE CONVENTIONS DE GENEVE DE 1949. SON ADHESION  
A ETE ENREGISTREE ET NOTIFIEE LE 18 JANVIER 1974 AUX  
AUTRES PARTIES PAR LE GOUVERNEMENT FEDERAL SUISSE - QUI,  
CE FAISANT, A BIEN REMPLI SES OBLIGATIONS DE DEPOSITAIRE  
DESDITES CONVENTIONS. IL A DONC LE DROIT, COMME TOUT  
AUTRE PARTIE ADHERENTE DE PARTICIPER A CETTE  
CONFERENCE DIPLOMATIQUE SUR LE DROIT INTERNATIONAL  
HUMANITAIRE.

2. LE BUT DE LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE SUR LA  
REAFFIRMATION ET LE DEVELOPPEMENT DU DROIT INTERNATIONAL  
HUMANITAIRE EST D'ELABORER, COMPTE TENU DE LA  
SITUATION ACTUELLE, DE NOUVELLES REGLES DE DROIT  
HUMANITAIRE, SUSCEPTIBLES DE REDUIRE LES SOUFFRANCES  
CAUSEES PAR LA GUERRE ET DE PROTEGER DE MANIERE EFFICACE  
LES VICTIMES DE LA GUERRE. ETANT DONNE CE NOBLE BUT  
HUMANITAIRE ET LE PRINCIPE D'UNIVERSALITE QUI EST A LA  
BASE DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE, LES TRAVAUX DE  
LA CONFERENCE DOIVENT ETRE AUTANT QUE POSSIBLE L'OEUVRE  
DE LA COMMUNAUTE HUMAINE TOUTE ENTIERE, A LAQUELLE  
PARTICIPERAIT LE PLUS GRAND NOMBRE POSSIBLE DE  
GOUVERNEMENTS ET D'AUTORITES, EN PARTICULIER  
CEUX RESPONSABLES DE L'APPLICATION DES REGLES SUR LA  
PROTECTION DES VICTIMES DE GUERRE ET LES REPRESENTANTS  
DE CES VICTIMES DE GUERRE. LA POPULATION SUD-VIETNAMIENNE,  
VICTIME D'UNE DES GUERRES LES PLUS ATROCES QUI SOIENT,  
C'EST FORGE UNE LONGUE EXPERIENCE DANS LA PROTECTION  
DES VICTIMES DE GUERRE. C'EST POURQUOI LE GOUVERNEMENT  
UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 03 JEC PA 01895 01 OF 03 221937Z

REVOLUTIONNAIRE PROVISoire DE LA REPUBLIQUE DU SUD VIET  
NAM, QUI A DIRIGE LA RESISTANCE DE LA POPULATION SUD-  
VIETNAMIENNE CONTRE L'AGRESSION, ESTIME QU'IL EST A  
MEME DE CONTRIBUER UTILEMENT AUX EFFORTS DE LA  
CONFERENCE EN VUE DE REALISER LES OBJECTIFS HUMANITAIRES  
QU'ELLE S'EST FIXES.

3. L'ESPRIT D'HUMANITE EST INSEPARABLE DE L'ASPIRATION

VERS LA PAIX. LA GUERRE DU VIET NAM EST PARMIS LES PLUS  
CRUELLES ET LES PLUS LONGUES DE L'HISTOIRE. TOUT L'HU-  
MANITE PROGRESSISTE A DEPUIS PLUS D'UNE DECENNIE ELEVE  
LA VOIX POUR QUE SOIT MIS FIN AUX SOUFFRANCES  
ENDUREES PAR LE PEUPLE VIETNAMIEN. OR, SELON LES  
STIPULATIONS DE L'ACCORD DE PARIS, LA SEULE VOIE

UNCLASSIFIED

NNN

UNCLASSIFIED

PAGE 01 JEC PA 01895 02 OF 03 221937Z

47

ACTION EA-10

INFO OCT-01 IO-10 ISO-00 EUR-12 DPW-01 AID-05 CIAE-00

DODE-00 PM-03 H-02 INR-07 L-02 NSAE-00 NSC-05 PA-02

RSC-01 PRS-01 SP-02 SS-15 USIA-15 NIC-01 OMB-01 LS-01

/097 W

----- 127548

R 221922Z JAN 75

FM USDEL JEC PARIS

TO SECSTATE WASH 0233

INFO AMEMBASSY BERN

AMEMBASSY SAIGON

USMISSION GENEVA

USMISSION USUN

UNCLAS SECTION 02 OF 03 JEC PARIS 01895

JUST POUR REGLER PACIFIQUEMENT LE PROBLEME DU SUD VIET  
NAM EST CELLE DE LA RECONCILIATION ET DE LA CONCORDE  
NATIONALES ENTRE LES DEUX ADMINISTRATIONS SUD-  
VIETNAMIENNES - LE GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE  
PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE DU SUD VIET NAM ET  
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU VIET NAM (SAIGON)-  
ET LES AUTRES FORCES POLITIQUES AU SUD VIET NAM. IL EST  
DANS L'INTERET DE LA PAIX AU VIET NAM QUE LA  
COMMUNAUTE INTERNATIONALE ENCOURAGE LES DEUX  
ADMINISTRATIONS SUD-VIETNAMIENNES A S'ENGAGER DANS

CETTE VOIE EN VUE DE METTRE FIN A LA GUERRE DU VIET NAM.  
TOUTE DISCRIMINATION A L'EGARD DU GOUVERNEMENT  
REVOLUTIONNAIRE PROVI SOIRE, EN CONCORDANCE AVEC LA  
POLITIQUE DE L'ADMINISTRATION DE SAIGON, QUI NIE  
L'EXISTENCE DU GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE PROVISoire,  
IRAIT A L'ENCONTRE DE L'ACCORD DE PARIS, NE CONTRIBUE-  
RAIT PAS AU REGLEMENT PACIFIQUE DES PROBLEMES  
INTERIEURS DU SUD VIET NAM ET SERAIT PREJUDICIABLE A LA  
UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 02 JEC PA 01895 02 OF 03 221937Z

CAUSE DE LA PAIX, ET DE CE FAIT, A LA CAUSE HUMANITAIRE.

4. L'ACCORD DE PARIS SUR LA CESSATION DE LA GUERRE ET LE  
RETABLISSEMENT DE LA PAIX AU VIET NAM DONT LE  
GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE PROVISoire DE LA  
REPUBLIQUE DU SUD VIET NAM ET L'ADMINISTRATION DE  
SAIGON SONT PARTIES SIGNATAIRES, A RECONNU L'EXISTENCE  
EN FAIT DE DEUX ADMINISTRATIONS AU SUD VIET NAM. AUX  
TERMES DES ARTICLES 9 ET 12 DE L'ACCORD, UN CONSEIL  
NATIONAL DE RECONCILIATION ET DE CONCORDE NATIONALES  
SERA INSTITUTE, LEQUEL ORGANISERA DES ELECTIONS  
REELLEMENT LIBRES ET DEMOCRATIQUES, POUR FORMER UN  
GOUVERNEMENT REPRESENTANT LA TOTALITE DE LA POPULATION  
SUD-VIETNAMIENNE. TANT QUE LES ELECTIONS GENERALES  
N'AURONT PAS ENCORE LIEU ET TANT QU'UNE ADMINISTRATION  
UNIQUE NE SERA PAS ENCORE FORMEE AU SUD VIET NAM, LES  
DEUX ADMINISTRATIONS AU SUD VIET NAM SONT RESPONSABLES  
DE L'EXECUTION DE L'ACCORD DE PARIS ET DOIVENT ENTRER EN  
CONSULTATIONS POUR REGLER LES QUESTIONS INTERIEURES DU  
SUD VIET NAM. EN FAIT, SUR LE PLAN INTERNATIONAL, CES  
DEUX ADMINISTRATIONS ONT PARTICIPE A LA CONFERENCE  
INTERNATIONALE SUR LE VIET NAM AVEC DIX AUTRES  
GOUVERNEMENTS, DONT LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU VIET  
NAM, LES ETATS-UNIS ET LES AUTRES PUISSANCES DU  
CONSEIL DE SECURITE DE L'O.N.U. ET ONT SIGNE AVEC CES  
GOUVERNEMENTS L'ACTE DE LADITE CONFERENCE, EN PRESENCE  
DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES. AINSI, CONFORMEMENT A L'ACCORD DE PARIS SUR  
LE VIET NAM ET A L'ACTE DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE  
SUR LE VIET NAM, LES DEUX ADMINISTRATIONS ONT LES  
MEMES DROITS ET OBLIGATIONS, ET

L'ACCORD DE PARIS ET L'ACTE DE LA CONFERENCE  
INTERNATIONALE SUR LE VIET NAM SONT DES DOCUMENTS DE  
DROIT INTERNATIONAL ADOPTES ET SIGNES PAR LES PARTIES  
DIRECTEMENT CONCERNEES ET APPROUVES ET SOUTENUS PAR LE  
MONDE ENTIER, EN RAISON DE LA JUSTE SOLUTION QU'ILS ONT  
APPORTEE POUR METTRE FIN A LA GUERRE AU VIET NAM. CES  
DOCUMENTS DOIVENT ETRE RESPECTES, CONFORMEMENT AUX  
PRINCIPES DU DROIT INTERNATIONAL.

UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 03 JEC PA 01895 02 OF 03 221937Z

LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE SUR LE DROIT INTERNATIONAL  
HUMANITAIRE NE DEVRAIT FAIRE AUCUNE DISCRIMINATION A  
L'EGARD DE CES DEUX ADMINISTRATIONS: ACCEPTER LA  
PARTICIPATION D'UNE SEULE A L'EXCLUSION DE L'AUTRE,

UNCLASSIFIED

NNN

UNCLASSIFIED

PAGE 01 JEC PA 01895 03 OF 03 221941Z

47

ACTION EA-10

INFO OCT-01 IO-10 ISO-00 EUR-12 DPW-01 AID-05 CIAE-00

DODE-00 PM-03 H-02 INR-07 L-02 NSAE-00 NSC-05 PA-02

RSC-01 PRS-01 SP-02 SS-15 USIA-15 NIC-01 OMB-01 LS-01

/097 W

----- 127633

R 221922Z JAN 75

FM USDEL JEC PARIS

TO SECSTATE WASH 0234

INFO AMEMBASSY BERN

AMEMBASSY SAIGON

USMISSION GENEVA

USMISSION USUN

UNCLAS SECTION 03 OF 03 JEC PARIS 01895

SERAIT ALLER A L'ENCONTRE DE L'ACCORD DE PARIS ET DE  
L'ACTE DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LE VIET NAM,  
ENFREINDRE LE PRINCIPE DU RESPECT DE CES TEXTES DE  
DROIT INTERNATIONAL QUI ONT OBTENU LE PLEIN ACCORD DES  
PARTIES SIGNATAIRES, ET S'IMMISER DANS CE QUI A ETE

CONVENU ENTRE LES PARTIES SIGNATAIRES DE L'ACCORD.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

MESSIEURS,

NOUS ESPERONS QU'EN CONSIDERATION DE CE QUI PRECEDE,  
POUR LA CAUSE DE L'HUMANITE ET DE LA PAIX, LE BUREAU  
DE LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE SUR LE DROIT INTER-  
NATIONAL HUMANITAIRE PRENDRA TOUTES MESURES NECESSAIRES  
POUR QUE LA CONFERENCE PUISSE REGLER LA QUESTION DE LA  
PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE  
PROVISOIRE DE LA REPUBLIQUE DU SUD VIET NAM A LA  
UNCLASSIFIED

UNCLASSIFIED

PAGE 02 JEC PA 01895 03 OF 03 221941Z

CONFERENCE, SUR LA BASE SUIVANTE:

1. LE GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE DE LA  
REPUBLIQUE DU SUD VIET NAM A LE DROIT DE PARTICIPER A  
LA DEUXIEME SESSION DE LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE SUR  
LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE COMME TOUTES LES  
AUTRES PARTIES AUX CONVENTIONS DE GENEVE DE 1949,  
CONFORMEMENT AU DROIT INTERNATIONAL ET A LA PRATIQUE DANS  
LE DOMAINE DE CES QUATRE CONVENTIONS.

2. LES DEUX ADMINISTRATIONS ACTUELLES AU SUD VIET  
NAM - LE GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE PROVISOIRE ET LE  
GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU VIET NAM (SAIGON) -  
DOIVENT ETRE TRAITEES SANS DISCRIMINATION: OU BIEN  
TOUTES LES DEUX PARTICIPENT A LA CONFERENCE DIPLOMATIQUE  
SUR LE DEVELOPPEMENT DU DROIT INTERNATIONAL  
HUMANITAIRE, OU BIEN NI L'UNE NI L'AUTRE N'Y PARTICIPE.

VEUILLEZ AGREER, MESSIEURS, L'ASSURANCE DE MA HAUTE  
CONSIDERATION. END QUOTE.  
WILLIAMS

UNCLASSIFIED

NNN

## Message Attributes

**Automatic Decaptioning:** X  
**Capture Date:** 01 JAN 1994  
**Channel Indicators:** n/a  
**Current Classification:** UNCLASSIFIED  
**Concepts:** LAW, WAR, DIPLOMATIC COMMUNICATIONS, COMMUNIST FRONT ORGANIZATIONS  
**Control Number:** n/a  
**Copy:** SINGLE  
**Draft Date:** 22 JAN 1975  
**Decaption Date:** 01 JAN 1960  
**Decaption Note:**  
**Disposition Action:** n/a  
**Disposition Approved on Date:**  
**Disposition Authority:** n/a  
**Disposition Case Number:** n/a  
**Disposition Comment:**  
**Disposition Date:** 01 JAN 1960  
**Disposition Event:**  
**Disposition History:** n/a  
**Disposition Reason:**  
**Disposition Remarks:**  
**Document Number:** 1975JECPA01895  
**Document Source:** CORE  
**Document Unique ID:** 00  
**Drafter:** n/a  
**Enclosure:** n/a  
**Executive Order:** N/A  
**Errors:** N/A  
**Film Number:** D750024-0547  
**From:** JEC PARIS  
**Handling Restrictions:** n/a  
**Image Path:**  
**ISecure:** 1  
**Legacy Key:** link1975/newtext/t19750131/aaaabayj.tel  
**Line Count:** 317  
**Locator:** TEXT ON-LINE, ON MICROFILM  
**Office:** ACTION EA  
**Original Classification:** UNCLASSIFIED  
**Original Handling Restrictions:** n/a  
**Original Previous Classification:** n/a  
**Original Previous Handling Restrictions:** n/a  
**Page Count:** 6  
**Previous Channel Indicators:** n/a  
**Previous Classification:** n/a  
**Previous Handling Restrictions:** n/a  
**Reference:** 75 USDEL JEC 01621  
**Review Action:** RELEASED, APPROVED  
**Review Authority:** CollinP0  
**Review Comment:** n/a  
**Review Content Flags:**  
**Review Date:** 07 APR 2003  
**Review Event:**  
**Review Exemptions:** n/a  
**Review History:** RELEASED <07 APR 2003 by RuthemTJ>; APPROVED <18 FEB 2004 by CollinP0>  
**Review Markings:**

Margaret P. Grafeld  
Declassified/Released  
US Department of State  
EO Systematic Review  
05 JUL 2006

**Review Media Identifier:**  
**Review Referrals:** n/a  
**Review Release Date:** n/a  
**Review Release Event:** n/a  
**Review Transfer Date:**  
**Review Withdrawn Fields:** n/a  
**Secure:** OPEN  
**Status:** NATIVE  
**Subject:** PRG ISSUE AT SECOND SESSION OF CONFERENCE ON LAW OF WAR  
**TAGS:** PFOR, PARM, VS, VN, ICRC, PRG, (NGUYEN THI BINH)  
**To:** STATE  
**Type:** TE  
**Markings:** Margaret P. Grafeld Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 05 JUL 2006